



La politique de Macron/Attal/Oudéa-Castéra, on n'en veut pas ! Les groupes de niveau au collège, le SNU au lycée, on n'en veut pas ! On veut dans l'unité imposer le retrait de ces mesures désastreuses. On veut des classes, des postes, des moyens pour enseigner !

Le 1^{er} février, la grève – à l'appel des syndicats FSU, FO, CGT, SUD, UNSA – était massive dans les écoles, les lycées et particulièrement les collèges. Dans l'unité avec leurs syndicats, les enseignants, AESH et autres personnels ont multiplié les motions d'établissement avec un même objectif : il faut bloquer l'offensive menée par le gouvernement Macron/Attal/Oudéa-Castéra qui, avec le « choc des savoirs », avec l'acte II de l'école inclusive, avec la généralisation du SNU, vise à bannir des générations de jeunes du système scolaire.

Dans les motions d'établissement, sur les pancartes lues en manifestation, le même rejet :

- Nous ne voulons pas des groupes de niveau, véritable ségrégation sociale qui va reléguer la jeunesse dans des ghettos scolaires.
- Nous ne voulons pas qu'on nous demande de faire la promotion du SNU, antichambre du recrutement pour l'armée ; nous ne voulons pas faire de nos élèves de la chair à canon.
- Nous ne voulons pas qu'on nous demande de faire la promotion des stages obligatoires en seconde ; nous ne voulons pas faire de nos élèves de la chair à patron avec l'apprentissage pour les profits capitalistes.
- Nous voulons pouvoir faire notre métier, nous voulons enseigner !
- Et pour cela, nos revendications doivent être satisfaites : des postes doivent être créés pour que nous puissions assurer des cours dans des classes aux effectifs allégés ; les moyens doivent être dégagés pour la scolarisation des enfants en situation de handicap, pour qu'ils bénéficient de l'accompagnement et des structures spécialisées adaptées auxquels ils ont droit.

Pour préserver l'avenir de la jeunesse, pour préserver le droit à l'instruction égal pour tous, une nécessité s'impose : faire reculer Oudéa-Castéra et le gouvernement Macron/Attal, pour obtenir :

- le retrait des groupes de niveau et du « choc des savoirs » ;
- le retrait de tout dispositif visant à utiliser l'école pour recruter au SNU ;
- la satisfaction de l'ensemble des revendications établies par les collèges dans leurs assemblées générales.

Nous, enseignants, sommes conscients que l'offensive du gouvernement contre la jeunesse a un rapport avec la mise en cause du statut des enseignants, avec l'offensive gouvernementale contre les qualifications, le Code du travail, contre les travailleurs immigrés avec la loi Immigration. Nos revendications rejoignent celles des petits agriculteurs qui veulent pouvoir vivre de leur travail.

Nous, enseignants du Parti des travailleurs, combattons ce gouvernement dont toute la politique est guidée par la volonté de satisfaire les intérêts d'une minorité d'exploiteurs, de capitalistes et de spéculateurs. Nous savons qu'un gouvernement déterminé à répondre aux attentes et aux aspirations de la majorité prendrait les moyens pour cela, et en particulier en confisquant les 413 milliards d'euros de la loi de programmation militaire ou en réquisitionnant les centaines de milliards d'euros de cadeaux offerts aux patrons depuis l'élection de Macron, et qui s'en sont servis pour spéculer !

C'est pourquoi rien n'est plus important à nos yeux que la réalisation de l'unité des enseignants et de leurs organisations syndicales, à tous les niveaux, pour faire reculer ce gouvernement et arracher les revendications. C'est en ce sens que nous interviendrons dans les prochaines assemblées d'établissement.

Discutons-en, prenez contact avec le Parti des travailleurs.

Montreuil, le 3 février 2024

Prenez contact avec le Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite prendre contact avec le Parti des travailleurs.

Nom, prénom :

Courriel et/ou téléphone :

À retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs, BP 27, 93101 Montreuil Cedex.